



Cuba, la réforme permanente ? (2006-2012)

Note de consultance pour la DAS
Marché n° 1503201847 du 13 juin 2012-
Les évolutions politiques à Cuba en 2012

Note de consultance rédigée par Marie Laure Geoffray
à partir de la conférence donnée par Hal Klepak à l'IHEAL le 15 juin 2010

Hal Klepak est Professeur émérite du Royal Military College, Canada et Visiting Professorial Fellow de l'Institute for the Study of the Americas de l'université de Londres

Marie Laure Geoffray est maîtresse de conférences à l'IHEAL-Paris 3

Cuba, la réforme permanente ?

(2006-2012)

Les réformes en cours à Cuba depuis la prise de pouvoir par Raul Castro (par intérim à partir de 2006 puis en tant que chef de l'Etat en exercice depuis 2008) sont mal comprises par les observateurs internationaux. Cette absence de compréhension est liée à la difficulté d'appréhender les nécessités contradictoires du gouvernement cubain (mieux s'insérer dans l'économie mondiale et gagner des devises tout en sauvegardant le système social révolutionnaire) ainsi qu'à la personnalité finalement peu connue du nouveau chef de l'Etat, resté dans l'ombre de son frère, Fidel Castro, depuis la victoire des révolutionnaires en 1959. Cette note a pour objectif de revenir sur un certain nombre d'éléments afin de mieux comprendre les évolutions très contemporaines du régime socialiste cubain. Il s'agit tout d'abord de s'interroger sur l'identité politique et militaire de Raul Castro, notamment sur son rôle à la tête des Forces Armées Révolutionnaires (FAR) depuis le début de la révolution, afin de comprendre comment ce rôle a modelé son rapport au pouvoir et son style de gouvernement actuel. Puis nous proposerons des pistes d'analyse de l'impact des réformes mises en place depuis 2008, à l'aune de l'idéologie égalitariste révolutionnaire promue depuis 1959. Ensuite, nous reviendrons sur la question de la réforme politique du régime socialiste. Et enfin, une mise en perspective du rôle des FAR sur toute la période révolutionnaire soulignera les enjeux de la succession politique à Cuba post-Castro (au pluriel).

Un rapide retour en arrière

La chute du mur de Berlin, puis la dissolution de l'Union Soviétique, sont à l'origine d'une crise économique grave à Cuba jusqu'à la fin des années 1990. La pénurie est dure et la population cubaine en sort socialement très affectée. Les inégalités se creusent entre les Cubains qui ont réussi à créer de petites entreprises ou obtenu des emplois dans le tourisme et ceux qui continuent à travailler pour le secteur d'Etat (largement majoritaire) ainsi qu'entre ceux qui reçoivent des *remesas* (transferts d'argent) de leur famille à l'étranger et les autres. Cuba se retrouve isolée sur le continent américain, d'autant que le gouvernement américain ne saisit pas cette occasion pour revoir sa position sur le gouvernement socialiste de l'île. L'amélioration économique est cependant patente au tournant des années 2000, grâce à l'ouverture à l'économie de marché dans certains secteurs et aux termes de l'échange économique avec le Venezuela, très favorables à Cuba. Le régime tient en dépit des analyses d'experts pessimistes qui envisageaient son effondrement comme inévitable. La population semble continuer à soutenir les dirigeants historiques, même si ce soutien n'est plus toujours actif.

Lorsque le 31 juillet 2006, Fidel Castro annonce qu'il délègue – provisoirement – le pouvoir à son frère Raul Castro, pour des raisons de santé, cette annonce est donc reçue comme un véritable coup de tonnerre par les Cubains, par la diaspora cubaine à Miami et ailleurs et par la plupart des observateurs internationaux. Mais c'est la continuité politique qui prévaut durant quatre ans malgré l'accent mis sur l'institutionnalisation de la gestion du pays et une inflexion du style de gouvernement vers une plus forte collégialité. Il faut noter que Fidel Castro reste premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC) jusqu'en 2011 et



commandant en chef des forces armées. Sur le plan économique, Raul Castro met en place des réformes symboliquement importantes comme la réouverture de l'accès des Cubains aux hôtels (réservés aux touristes depuis la crise économique des années 1990) et la libéralisation de l'achat d'ordinateurs et de téléphones portables (jusque là réservés aux étrangers). D'autres réformes touchent directement à l'idéologie professée par les dirigeants révolutionnaires depuis 1959. C'est le cas de la redistribution de certaines terres en usufruit¹ à de petits paysans (signe de l'échec des fermes d'Etat) et de la suppression dans les entreprises de l'égalitarisme salarial² pour stimuler la productivité. L'effort considérable d'amélioration du transport urbain et interurbain participe de ce changement de cap, avec l'idée que la ponctualité est nécessaire pour influencer positivement sur la productivité.

La crise financière internationale et les cyclones qui ravagent l'île en 2008 ne favorisent cependant pas cette position d'ouverture économique limitée. Les échanges commerciaux sont réduits de 36% entre 2008 et 2009 et le gouvernement cubain ne peut alors honorer le paiement d'une partie importante de biens et de services fournis par les entreprises étrangères qui commercent avec Cuba, notamment avec de nombreuses entreprises espagnoles. Les dégâts des cyclones et les difficultés rencontrées par les nouveaux paysans expliquent que seules 20% des terres concédées en usufruit grâce à la réforme soient réellement productives³. Le 1^{er} août 2010, Raul Castro annonce alors des réformes économiques plus amples.

Qui est Raul Castro ?

D'après Hal Klepak, on ne peut comprendre les réformes mises en place à Cuba ces dernières années et le style actuel de gouvernement sans comprendre la personnalité de Raul Castro, sous étudiée par les experts du régime politique cubain du fait de la faible appétence du nouveau chef de l'Etat pour les biographies et les médias.

Contrairement à son frère Fidel Castro, Raul Castro ne connaît pas la vie civile. Fidel Castro a presque toujours été un chef civil, excepté lors de la guérilla dans la Sierra Maestra et lors de la guerre en Angola. Raul Castro est, lui, ministre des Forces Armées Révolutionnaires depuis leur création et jusqu'en 2008, autrement dit pendant 49 ans. En revanche, Raul Castro ne fut jamais un chef des armées tel qu'on peut en rencontrer ailleurs en Amérique latine et dans le monde. En effet, la multiplicité des tâches qui lui furent confiées durant toutes ces années faisait de lui un chef politique à part entière, chargé de défendre le projet révolutionnaire contre ses ennemis sur le front militaire mais également sur celui de l'idéologie et à travers l'efficacité de la mise en place concrète des réformes, notamment dans l'agriculture, mais aussi, plus tardivement, dans d'autres secteurs économiques comme l'import-export puis le tourisme.

Avant de devenir chef de l'Etat cubain, Raul Castro s'était donc depuis longtemps intéressé à la bonne marche de l'économie. Après avoir obtenu le feu vert de Fidel Castro, il avait mis en œuvre, dès les années 1980, la réforme du « perfectionnement entrepreneurial ». Il s'agissait d'appliquer des méthodes militaires pour enrayer la faible productivité et l'absentéisme

-
1. "Cuba espera resultados de reformas en la agricultura para el 2009", *Nuevo Herald*, Miami, 3 juin 2008. Cette possibilité existait déjà auparavant, il ne s'agit donc que de son extension.
 2. "Cuba: tan malo ser explotador como paternalista", *Nuevo Herald*, Miami, 11 juin 2008.
 3. Dépêche de l'agence EFE, 20 juillet 2009.



caractéristiques de l'économie socialiste cubaine dans certaines entreprises. L'amélioration du système de gestion reposait sur une évaluation plus stricte des profits et des pertes, ce qui n'avait pas été le cas jusqu'alors. La productivité de chaque travailleur était par ailleurs évaluée et les bons résultats encouragés par des primes et/ou une reconnaissance symbolique tandis que les mauvais résultats entraînaient des réprimandes et jusqu'à des sanctions.

Cette longue expérience des défis économiques de l'île permet de mieux comprendre que Raul Castro puisse être à la fois un réformateur et un conservateur. Il est conservateur quand il s'agit de protéger ce qu'il considère, avec les autres dirigeants historiques de la révolution, comme des acquis révolutionnaires, autrement dit comme des piliers du régime socialiste de l'île. Il est réformateur quand il s'agit de donner une place plus importante aux logiques strictement économiques, notamment aux questions de production et de productivité, alors que Fidel Castro avait presque toujours privilégié les logiques politiques. Si la loyauté politique demeure essentielle lorsqu'il s'agit de confier une position managériale de haute responsabilité, ce n'est désormais plus au détriment des compétences et des capacités professionnelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles la rotation des hauts fonctionnaires est importante sous le gouvernement de Raul Castro. Il a effectué de constants remaniements de son gouvernement depuis sa prise officielle de fonction comme chef de gouvernement en février 2008, ainsi que dans les instituts et les entreprises stratégiques pour le pouvoir politique.

C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles Raul Castro a manifesté un souci constant d'institutionnalisation de la gestion du pouvoir politique, en redonnant toute sa place au secrétariat du Parti Communiste et en s'entourant d'une garde rapprochée avec des compétences parfois très techniques, dans le but de promouvoir une direction plus collégiale et plus cohérente du pouvoir (autrement dit, sans les revirements abrupts caractéristiques de Fidel Castro). Il promet donc un gouvernement « normal » avec des heures de bureau « normales » (pas de réunion jusqu'à 4h du matin comme le faisait Fidel Castro) et avec des discours « normaux » (qui ne durent pas 12h d'affilée). Il n'y a également plus de "micro management", autrement dit de contrôle permanent de ce qui se passe dans tous les domaines et sur tous les fronts. Une autonomie plus forte est accordée aux membres du gouvernement et de la bureaucratie.

La remise en question de l'égalitarisme

Cette présentation de quelques traits marquants de l'expérience politique et économique de Raul Castro nous permet de mieux aborder les réformes actuelles, mises en place depuis près de deux années. L'objectif de Raul Castro est en effet de réintroduire une dimension comptable dans l'économie, excepté dans les domaines protégés comme l'éducation, la santé et la culture (dans une certaine mesure pour ce dernier secteur), afin de gagner en compétitivité et ainsi disposer des devises suffisantes pour permettre la continuité du régime socialiste et de ses conquêtes sociales. C'est l'idée qu'une économie performante doit constituer la base d'une société de justice sociale.

Les réformes annoncées le 1^{er} août 2010 ne constituent pas un simple prolongement des réformes en cours depuis l'accession de Raul Castro au pouvoir. Au-delà de la suppression



dans les entreprises de l'égalitarisme salarial⁴ pour stimuler la productivité, elles remettent clairement en question le principe égalitariste qui avait jusqu'alors guidé l'action politique des dirigeants historiques de la révolution. La suppression des cantines ouvrières, la volonté de supprimer ou de restreindre le droit à la *libreta* (carnet d'approvisionnement) et la libéralisation de l'achat-vente de véhicules et de l'immobilier constituent effectivement un pas dans la direction d'une transformation plus radicale. Le coup d'arrêt porté à la spéculation immobilière dès 1959 avait représenté un des signes de la volonté politique des révolutionnaires de promouvoir rapidement une égalisation des conditions de vie. C'est pourquoi le retour de l'immobilier comme bien marchand signe la fin d'une époque. Dans la même veine, la décision de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires en 2011 et près d'un million au total en deux ans signale la volonté de réduire le poids de l'Etat dans la société cubaine. Non seulement, la politique historique de plein emploi devient ainsi caduque, mais le gouvernement compte désormais explicitement sur le secteur privé pour embaucher et pour générer des richesses. C'est la fin de l'idée qu'on connaît sous cette forme marxiste : à chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Cela devient désormais un but de la Révolution, et non plus un acquis.

Le succès de cette politique se lit dans le nombre de travailleurs indépendants qui a plus que doublé (environ 315 000) depuis la libéralisation de l'entreprise privée pour 178 métiers. Cependant, les impôts restent élevés et il semble qu'environ 30 000 licences aient été rendues dans l'année suivant leur obtention (obligatoire pour exercer en libéral). Par ailleurs, la volonté de stimuler l'entreprise privée a lieu dans un cadre qui demeure strict : de nombreuses professions (surtout chez les cadres) ne peuvent par exemple pas exercer leur métier de façon privée ; les impôts sont progressifs en fonction du nombre de salariés embauchés afin d'éviter toute concentration du capital ; et les paysans sous contrat avec l'Etat restent contraints de lui vendre la plus grosse partie de leur production à des prix bas, ce qui défavorise les nouveaux entrants peu expérimentés.

Au-delà des restrictions imposées d'en haut dans le processus même des réformes économiques, il semble y avoir une disjonction entre les annonces faites par les dirigeants Cubains et la mise en place des mesures annoncées. Journalistes et observateurs relèvent de multiples formes d'entraves à tous les niveaux, les administrations chargées de la mise en pratique des réformes étant particulièrement pointées du doigt. Avant que le gouvernement n'annonce officiellement le ralentissement de sa politique de licenciements massifs dans le secteur public, on observait par exemple un hiatus évident entre le nombre de licenciements annoncés et la faiblesse des licenciements effectifs⁵. Il semble que ce différentiel soit le résultat d'un choix officieux du gouvernement de repousser l'échéance tout en gardant l'effet d'annonce afin de préparer la population à ce tournant majeur, afin de limiter la résistance passive de nombreux administrateurs, soucieux d'épargner leurs collègues et inquiets d'être eux-mêmes licenciés après avoir participé aux premiers débauchages.

Les effets de ce choix d'orientation politique nouveau sont cependant très controversés. Alors que de nombreux experts internationaux estiment que les réformes restent timides et leurs effets limités (140 000 postes auraient été supprimés en 2011 au lieu des 500 000 prévus), d'autres considèrent qu'il s'agit d'un tournant à l'échelle d'un pays comme Cuba du fait de la

4. "Cuba: tan malo ser explotador como paternalista", *Nuevo Herald*, Miami, 11 juin 2008.

5. Voir cette note de AP: <http://abcnews.go.com/Business/wireStory?id=12956179>

remise en question explicite, pour la première fois en plus de cinquante ans, de l'égalitarisme comme pilier central du socialisme cubain. D'après Hal Klepak, il s'agit d'une façon de maintenir les conquêtes du socialisme par la réforme lente ; dans le cas contraire le système ne pourrait être viable économiquement.

Quelle viabilité pour les réformes en cours ?

Le gouvernement cubain ne cesse de mettre en place de nouvelles réformes économiques depuis 2008, et particulièrement depuis le sixième congrès du Parti Communiste Cubain (PCC) qui s'est tenu en avril 2011. Mais ces réformes sont-elles viables alors que la première ressource de l'île vient des transferts financiers du Venezuela où des élections nationales se tiendront en octobre 2012?

Les deux premières grandes réformes entreprises par Raul Castro (la réforme agraire en 2008 avec la distribution en usufruit de terres à de petits paysans et l'autorisation d'exercer 178 métiers en libéral en 2010) ont permis de redonner du souffle à une économie cubaine exsangue, sur laquelle l'Etat exerçait encore un monopole presque absolu. Ces réformes ont été perçues comme de possibles prémisses de transformations plus structurelles, sur le modèle de la Chine ou du Vietnam. Cette perception était encouragée par l'annonce permanente de nouvelles réformes, notamment après la tenue du congrès du PCC en avril 2011. Si certaines d'entre-elles, comme la libéralisation de l'achat-vente de véhicules et de l'immobilier constituent des signaux particulièrement forts de la fin d'une idéologie de justice sociale radicale, de nombreuses autres réformes demeurent très encadrées. C'est le cas de la possibilité pour les restaurants familiaux de servir cinquante convives et non plus un maximum de vingt, de l'allègement partiel des impôts sur les employeurs privés (au départ progressifs selon le nombre d'emplois), ou bien encore de la création de magasins de matériaux de construction, dont l'allocation était auparavant entièrement contrôlée par une bureaucratie d'Etat.

Cette lenteur dans les réformes semble venir d'un parti pris des dirigeants historiques dans le but de sauvegarder certains éléments de justice sociale très tôt mis en place par le gouvernement révolutionnaire : une meilleure alimentation pour tous (la *libreta*, carnet de distribution d'aliments), une éducation gratuite et obligatoire pour tous, des services de santé relativement bien répartis sur le territoire et la promotion de la création culturelle, avec son corollaire : un accès large aux manifestations culturelles pour la population. Or, ces services nécessitent un financement important avec le maintien de subventions élevées. Le gouvernement est donc pris entre deux exigences contradictoires : libéraliser partiellement l'économie pour s'insérer dans l'économie mondiale et obtenir ainsi un meilleur accès aux devises tout en maintenant un système social protecteur pour la population.

Le choix fait par le gouvernement cubain de mener une politique de réformes lente n'est cependant pas exempt de difficultés. Tout d'abord, il faut prendre en compte la difficile question de la temporalité de ces réformes. Au rythme actuel de leur mise en œuvre, il semble improbable que les dirigeants historiques de la Révolution, et particulièrement Fidel et Raul Castro, puissent atteindre de leur vivant leur objectif de maintien des conquêtes révolutionnaires dans une économie viable. Or, la succession politique est loin d'être réglée. Ensuite, il existe plusieurs inconnues dans l'équation. La première est liée à l'accord



commercial entre Cuba et le Venezuela. Les salaires de dizaines de milliers de coopérants cubains, dans les domaines de la santé, de l'éducation et du sport, sont actuellement versés directement au gouvernement cubain, en sus de près de 100 000 barils subventionnés de pétrole par jour. Or, l'état de santé d'Hugo Chavez et les prochaines élections présidentielles et législatives au Venezuela pourraient remettre en question la pérennité de cette ressource. D'après les informations recueillies par Hal Klepak, les dirigeants cubains seraient moins nerveux qu'en 2002 lors du coup d'Etat contre le gouvernement d'Hugo Chavez car cinq des sept partis de la coalition d'opposition disent souhaiter la continuité des relations avec Cuba. Les critiques de ceux-ci se concentrent surtout sur le poids politique et militaire acquis par Cuba au Venezuela plutôt que sur les accords économiques qui favorisent nettement l'île. La seconde grande inconnue tient au rôle des Etats-Unis.

Depuis la grave crise économique qui a durement frappé l'île dans les années 1990, les Etats-Unis maintiennent une position ambivalente face au régime socialiste cubain. D'un côté des collaborations ont été mises en place en matière d'émigration et de trafic de drogue, mais de l'autre côté, l'embargo reste en vigueur malgré sa flexibilisation pour le commerce des aliments et des médicaments depuis 2001. Cette ouverture économique partielle a connu des prolongements politiques sous la présidence de Barack Obama. Ce dernier a en effet assoupli en 2009 la loi sur les voyages des Cubano-américains à Cuba ainsi que sur l'envoi des transferts d'argent des émigrés à leur famille restée à Cuba. Il a de plus renoué avec la politique de Bill Clinton, qui permettait aux Américains de voyager à Cuba, avec une licence spéciale du Département d'Etat, à des fins universitaires, culturelles ou religieuses⁶. L'envoi d'argent à des Cubains dans le but de promouvoir l'investissement dans la petite entreprise privée est également autorisé par ces nouvelles lois. Enfin, les vols charters entre la Floride et Cuba sont également autorisés sous certaines conditions, tout comme la possibilité de voyages de tourisme pour les Américains qui le souhaiteraient, même quand ils n'ont pas de famille à Cuba, à travers certaines agences de voyage⁷.

Malgré cette ouverture, l'embargo continue de coûter extrêmement cher à Cuba. Le gouvernement estime qu'en l'absence de cette mesure punitive, les Etats-Unis auraient investi environ deux milliards de dollars à Cuba pendant la dernière décennie⁸. A ce propos, Obama a répété, à l'instar de ses prédécesseurs, qu'il ne lèverait l'embargo qu'en cas de changement politique dans l'île. Malgré des inflexions importantes, le déterminant majeur de la politique extérieure des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba reste donc inchangé. Pourtant, la levée de l'embargo serait bénéfique pour les deux camps : les entreprises américaines auraient accès à un nouveau marché frontalier ; Raul Castro et les dirigeants cubains ne disposeraient plus d'arguments pour légitimer leur mode autoritaire de gouvernement.

6. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2011/01/14/obama-restituye-politicas-de-bill-clinton-sobre-cuba-derogadas-por-george-bush/>

7. <http://www.latribuna.hn/2011/05/21/nuevas-normas-permiten-mas-turismo-de-eeuu-a-cuba> (21 mai 2011) et <http://communities.washingtontimes.com/neighborhood/travels-peabod/2012/mar/19/cuba-american-tourism-slowly-making-comeback/> (19 mars 2012)

8. <http://www.elnuevoherald.com/2010/10/13/819145/cuba-dice-que-eeuu-habria-invertido.html> (13 octobre 2010)

Des changements politiques sans véritables réformes politiques

Depuis 2009, Raul Castro ne cesse de remanier de façon plus ou moins importante son gouvernement. Le remaniement du printemps 2009 a été le plus vaste. Il allait dans le sens d'un renouvellement générationnel et d'une technicisation des profils recrutés⁹. Les nouveaux ministres nommés à l'époque avaient en effet le plus souvent occupé des positions locales avant d'accéder à des responsabilités nationales et leur carrière politique s'effectuait généralement dans le secteur dans lequel ils avaient obtenu leur diplôme universitaire. Il faut par ailleurs mentionner que trois femmes furent alors nommées parmi les huit nouveaux ministres. Enfin, la fusion de quatre anciens ministères (ministère de la pêche, de l'agriculture, du commerce extérieur, des investissements étrangers) en deux nouveaux pôles (ministère de l'industrie alimentaire et ministère du commerce extérieur et des investissements étrangers) témoignait d'une volonté d'efficacité accrue autour d'un gouvernement resserré.

Au-delà de cette volonté d'efficacité, ce remaniement s'était effectué sous le signe de la surprise politique. Deux figures du gouvernement connues à l'étranger avaient, en effet, été destituées de façon brutale : Carlos Lage, le secrétaire exécutif du conseil des ministres – ce qui correspond en France au rôle de premier ministre – et vice-président du conseil d'Etat (la plus haute instance politique cubaine puisque le président du conseil d'Etat est président de la République) – et Felipe Perez Roque, ministre des affaires étrangères. Ceux-ci durent renoncer à leurs postes respectifs après qu'ils auraient tenu des propos très critiques à l'encontre de Fidel et Raul Castro, sans savoir qu'ils étaient sur écoute. D'après Hal Klepak, ces destitutions sont liés à la volonté de Raul Castro d'écarter deux hommes politiques promus par son frère, Fidel Castro, à la carrière politique fulgurante, et proches du président du Venezuela, Hugo Chavez, afin de placer ses hommes de confiance à leurs postes.

On observe effectivement que les hauts gradés de l'armée ont obtenu des postes politiques de haut niveau. Sur les cinq postes de vice-présidents du conseil d'Etat, on trouve un général (Abelardo Colomé Ibarra) et deux autres (Ulises Rosales del Toro et Antonio Enrique Lusson Battle) sont parmi les six vice-présidents du conseil des ministres. Six ministres en exercice sont également des militaires des FAR (ils étaient sept jusqu'en juin 2012). La nomination du général Samuel Rodiles à la tête de l'Institut de planification physique, avec la mission de mieux contrôler l'expansion urbaine, va également dans le sens d'un rôle toujours plus ancré des militaires dans des fonctions politiques. Et la vieille garde de la révolution détient également des postes importants. Il suffit de citer le cas de Ramiro Valdés, 80 ans, commandant de la Révolution et proche des frères Castro depuis 1959. Valdés supervise depuis début 2011 à la fois la politique énergétique, l'exploitation des ressources naturelles (nickel et pétrole), les ports et les infrastructures de communication (radio, téléphone, télévision, internet).

Si des changements politiques sont visibles, notamment en termes de renouvellement du personnel politique, alors que d'anciens ministres de Fidel Castro pouvaient occuper un poste pendant des décennies, on ne peut cependant conclure à l'existence d'un processus de réforme politique. La volonté proclamée de limiter les mandats des élus politiques à dix ans, prise lors de la Conférence nationale du PCC en janvier 2012 va certes aussi dans le sens d'une

9. <http://granma.co.cu/2009/03/03/nacional/artic09.html>, article du 03/03/2009

professionnalisation de la vie politique. Cependant, cette volonté ne s'est toujours pas traduite par une loi et on ne sait donc pas comment elle sera suivie d'effets. Par ailleurs, Raul Castro emploie depuis janvier 2012 des expressions qu'il aurait été inconcevable de prononcer six mois plus tôt, par exemple, « il faut démocratiser le parti » car il faut « perfectionner le modèle politique cubain ». Il s'agit clairement d'une autorisation à discuter plus librement, mais ces discussions restent limitées à des cadres formels, dans le Parti et les organisations para-étatiques, et non de manière totalement « libre ». La tolérance récente de mouvements de blogueurs, d'artistes et d'intellectuels contestataires ne constituent qu'une inflexion politique modérée. On ne peut discuter de tout. Si les opposants politiques arrêtés lors du printemps noir de 2003 ont tous été libérés petit à petit entre 2010 et 2011 – ce qui constituait une première en cinquante ans de régime révolutionnaire et doit donc être considéré comme un véritable geste politique de la part de Raul Castro – leurs mouvements ne sont pas pour autant légalisés et leurs militants demeurent fortement réprimés. Le refus du pluripartisme, revendiqué publiquement par Raul Castro lors de la même Conférence, la diabolisation des opposants dans les médias officiels, l'absence de libéralisation de la politique migratoire (émigrer est soumis à autorisation) et la criminalisation des usages informels d'internet (l'accès légal est extrêmement limité) attestent qu'une ouverture politique plus large n'est donc pas à l'ordre du jour à Cuba aujourd'hui.

Au-delà des réformes économiques et politiques en cours, décidées « d'en haut », des changements politiques sont à l'œuvre, « par le bas », dans la société cubaine. Si les opposants restent stigmatisés comme des « mercenaires » à la solde de la CIA, ils sont désormais partie prenante, de façon publique, du paysage politique cubain. Non seulement Raul Castro a reconnu, dans un discours prononcé au Venezuela en avril 2009¹⁰, l'existence de prisonniers politiques à Cuba – ce que Fidel Castro avait toujours nié – mais les activités des opposants ainsi que celles des blogueurs contestataires (qui émergent depuis la libéralisation partielle de l'accès aux nouvelles technologies sur l'île au printemps 2008) sont aujourd'hui commentées à la télévision et sur des sites internet officiels ainsi que par des blogueurs favorables au gouvernement (souvent des journalistes officiels). S'il s'agit d'une reconnaissance négative, par la stigmatisation, celle-ci leur confère néanmoins une existence publique, avec des conséquences inattendues (comme des manifestations privées de soutien de voisins ou de collègues).

La complexification de la sphère politique, avec la multiplication des acteurs contestataires, est l'un des aspects les plus passionnants du changement à l'œuvre à Cuba aujourd'hui. Alors qu'il n'existait jusqu'en 2008 que trois espaces clairement différenciés d'action – le champ politique légitime, l'opposition politique et un espace intermédiaire de contestation investie par des acteurs divers aux marges de la sphère culturelle – de nouvelles mouvances ont émergé autour de l'usage critique des nouvelles technologies comme internet (les blogueurs contestataires), de revendications spécifiques (comme celles de juristes qui demandent à pouvoir exercer leur métier de façon indépendante) ou encore autour de la confluence de plusieurs projets artistiques engagés (Estado de Sats) ou de jeunes intellectuels (Observatorio Critico)¹¹.

10. Voir la note de l'AFP: <http://www.lr21.com.uy/mundo/362125-no-es-cuba-la-que-tiene-que-hacer-gestos>

11. Voir les blogs des pionnières Yoani Sanchez: desdecuba.com/generaciony/ et Claudia Cadelo: octavocerco.blogspot.com, le site de l'Association Juridique Cubaine (juristes indépendants) qui demeure illégale: <http://ajudicuba.wordpress.com/> et la page des projets Estado de Sats <http://estadodesats.blogspot.com/> et Observatorio Critico <http://observatoriocriticodesdecuba.wordpress.com/>

Non seulement, l'émergence de ces nouvelles mouvances a permis la mise en place d'un espace d'échange et de délibération à Cuba, à la fois en ligne (à travers les blogs et forums de sites internet, malgré le contrôle et la censure des autorités), et hors ligne (lors de réunions), quoique principalement dans les milieux urbains et moins socialement défavorisés de La Havane, mais on note des dynamiques de convergence entre des acteurs qui s'ignoraient auparavant. Des contestataires stigmatisés par les autorités se retrouvent par exemple soutenus par des blogueurs qui se revendiquent comme des héritiers de la Révolution¹² tandis que d'anciens soutiens du régime, comme le chanteur populaire Pablo Milanés, à forte visibilité internationale, défendent le droit des dissidents à manifester et à s'exprimer librement. La dichotomie structurante entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, imposée par les autorités, est donc devenue caduque.

Mais il faut regarder au-delà des frontières cubaines pour saisir toute la portée de l'émergence de cet espace. En effet, la création de blogs individuels, la mise en place de plateformes collectives de blogs, l'émergence de nouveaux sites web de nouvelles cubaines, les usages contestataires de Facebook, Youtube, Twitter et d'autres dispositifs technologiques ont non seulement changé le paysage de l'information sur Cuba (de rare et dispersée, elle est devenue pléthorique et accessible en temps réel), mais ils ont engendré une dynamique de transnationalisation de l'espace public cubain. Alors que Cubains sur l'île et Cubains de la diaspora communiquaient difficilement et à un prix extrêmement élevé, la libéralisation partielle de l'accès aux nouvelles technologies dans l'île a permis une croissance exponentielle des flux de communication entre les deux communautés. Alors qu'il n'existait auparavant qu'un seul espace public de discussion (la revue *Encuentro de la Cultura Cubana*), des dizaines de forums et près d'un millier de blogs constituent désormais autant d'espaces virtuels de rencontre et d'échange entre citoyens ordinaires. Certes, l'impact de l'existence de tels espaces sur les modes autoritaires de gouvernement à Cuba demeure conjoncturelle, mais elle est déjà palpable : le chanteur punk rock Gorki Aguila n'aurait probablement pas échappé à la prison sans une mobilisation sans précédent sur internet en août 2008, et la libération de dizaines d'opposants politiques en 2010 et 2011 n'est sûrement pas étrangère à la campagne organisée en ligne par une poignée d'émigrés cubains.

Quel rôle pour l'armée dans une Cuba en réforme permanente ?

Les évolutions actuelles à Cuba sont multiformes et il faut les penser dans leur aspect multidimensionnel pour véritablement les comprendre. Le problème est que certaines évolutions sont bien mieux documentées que d'autres. C'est le cas pour les réformes économiques, abondamment commentées par la presse internationale et promues par les médias officiels cubains. C'est également le cas des usages contestataires des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui sont devenus des sujets de prédilection pour cette même presse internationale, et qui font de plus l'objet de commentaires à l'infini sur la toile entre blogueurs, responsables de sites internet alternatifs, dissidents exilés et journalistes, Cubains ou non, et plus ou moins professionnalisés dans différents pays. En revanche, les FAR sont mal connues par les médias et les observateurs internationaux, avant tout par manque d'accès à l'information, mais également du fait de

¹² Voir par exemple le soutien apporté aux producteurs indépendants réunis dans le groupe Matraka par la blogueuse Elaine Diaz : <http://espaciodeelaine.wordpress.com/2011/08/28/rotilla-festival-;son-personas-per-so-nas/>

l'absence d'investigations sérieuses sur le sujet. Rares sont les ouvrages qui reposent sur une recherche longue et étayée de l'armée cubaine, excepté les recherches d'Hal Klepak (notamment *Cuba's military 1990-2005*, paru en 2005 et *Raul Castro, estrategia de la defensa revolucionario de Cuba* paru en 2010) et l'ouvrage très documenté de Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal (« Fin de siècle à La Havane », 1993).

Pour comprendre le rôle joué par les FAR aujourd'hui, il faut pour Hal Klepak revenir aux premières années de la Révolution. Alors que les cadres fuyaient Cuba en masse, après la prise de pouvoir par les révolutionnaires, Fidel Castro s'était trouvé dépourvu pour assurer les réformes de l'époque. C'est vers l'armée qu'il s'était tourné, s'appuyant ainsi sur le leadership de son frère Raul Castro, afin de mener à bien, sur le terrain, les réformes révolutionnaires. La loyauté des hommes en armes et leur discipline lui paraissaient en effet compenser leur ignorance des questions concernées.

Ce sont clairement les hommes des FAR, sous la direction de Raul Castro, qui mirent en place un certain nombre de mesures après le 1^{er} janvier 1959. Ce sont eux par exemple qui nationalisèrent les propriétés de l'ancien dictateur, Fulgencio Batista. Ce sont également eux qui mirent en place la réforme du service téléphonique ainsi que celle des loyers, pour empêcher la spéculation et garantir de meilleures conditions générales de logement à la population. Enfin, pour donner un troisième exemple, ce sont aussi les FAR qui conduisirent la réforme agraire. Toucher aux grandes propriétés foncières était en effet particulièrement problématique pour le jeune gouvernement révolutionnaire car de nombreux Américains détenaient des terres à Cuba et n'étaient pas disposés à se laisser passivement exproprier. La réforme agraire constitua donc un moment charnière pour le gouvernement et pour les FAR. Alors que Fidel Castro souhaitait une armée plus réduite que celle de Fulgencia Batista (16 000 hommes), il décida finalement de maintenir un nombre plus important d'hommes en armes afin de défendre la Révolution contre ses ennemis. Cela représentait un défi pour l'armée révolutionnaire, constituée à l'époque, de quelques milliers d'hommes seulement.

L'expansion de l'armée ne favorisa cependant pas seulement la défense militaire du pays et sa capacité d'intervention extérieure, notamment en Amérique latine et en Afrique. De nombreux militaires continuèrent d'exercer des fonctions civiles d'encadrement de réformes. Ils constituèrent une force en dernier recours pour atteindre les objectifs formulés par la direction révolutionnaire. Il en fut ainsi lors de la grande récolte (*la gran zafra*) de 1970 (l'objectif de dix millions de tonnes de sucre ne fut cependant pas atteint) ainsi que lors de la mise en place d'entreprises d'Etat à vocation internationale, à la fin des années 1970, dans le but d'obtenir des devises. Dans les années 1980, les militaires furent à la pointe de la réforme dit du « perfectionnement d'entreprise », mentionnée plus tôt dans le texte. Il s'agissait d'améliorer la productivité des entreprises cubaines, en partie avec des incitations salariales, puis avec des incitations morales (le « bon révolutionnaire » et son devoir moral de contribuer à l'efficacité économique du pays). La discipline et l'ordre étaient au centre de cette réforme, et les FAR ont alors été vues comme l'institution clé pour réorganiser une production chancelante. On voit bien qu'on est ici assez loin de l'armée comme force de répression, telle qu'elle fut utilisée dans les régimes militaires du cône sud ou bien dans la Chine communiste.

Ce choix de donner aux FAR un rôle de soutien du pays qui ne se réduise pas à la défense militaire est reconduit dans les années 1990, pendant la crise économique grave que traverse Cuba, à la suite de l'effondrement de l'URSS. Les FAR sont désormais sommées de s'auto-



financer et de participer à l'ouverture de l'économie au marché, particulièrement dans le secteur du tourisme. Quand des officiers des FAR deviennent des managers de grandes entreprises d'import-export ou de corporations dans le secteur du tourisme (lignes aériennes, compagnies de transport, chaînes d'hôtels, restaurants, etc.), ils ne travaillent donc pas à contre-emploi, d'autant que les FAR n'ont jamais été une armée répressive. Ses officiers se situent donc au contraire dans la continuité de leurs expériences antérieures dans l'économie. Les FAR sont aujourd'hui actives dans 25 à 60% de l'économie cubaine, selon les estimations, notamment dans les secteurs les plus actifs et dont les prix sont libellés en devises comme le tourisme. Cette incorporation à de hautes fonctions du secteur économique n'est par contre pas sans poser de problèmes aux FAR en tant que corps professionnel, et tout particulièrement en ce qui concerne leurs fonctions proprement militaires et de défense. En effet, les officiers détachés devaient après quelques années reprendre leur poste militaire, mais la pénurie de compétences dans ce secteur hautement sensible pour le pouvoir politique a entraîné une pérennisation de certains hauts gradés dans leurs fonctions managériales. Etant donné la différence en termes de salaires et d'avantages de toutes natures pour les responsables de ces postes de management par rapport à leurs collègues des FAR, on peut s'interroger sur la continuité de leur loyauté vis-à-vis de leur corps d'origine. L'accès facilité aux devises et les compétences acquises lors des négociations avec leurs contreparties internationales par ces managers pousse également à questionner *in fine* leur loyauté politique vis-à-vis du gouvernement de Raul Castro.

Cette loyauté – ou son absence – seront déterminantes lors de la succession politique des deux frères Castro, et tout particulièrement en cas de décès des deux frères, tout particulièrement si ces décès ont lieu de façon rapprochée sur une période de temps courte. En effet, malgré son institutionnalisation plus forte, le Parti Communiste Cubain n'occupe pas aujourd'hui un rôle décisif dans la réorganisation de l'économie et de la société. Or, jusqu'à présent les FAR sont connues pour leur nationalisme. Leur commandement n'est pas pour l'instant prêt à accepter une normalisation des relations avec les Etats-Unis sous contrainte, autrement dit avec un changement unilatéral de régime politique. Mais l'unité des FAR pourrait être mise à mal pour une éventuelle division entre les militaires managers et ceux restés dans leurs unités d'origine. C'est pourquoi continuer à étudier les FAR et leur rôle dans la transformation actuelle de la société cubaine est essentiel pour comprendre où va Cuba.

